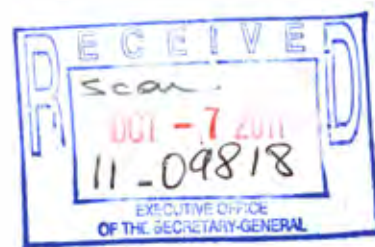


Central

Mr Pascoe (w. encl)



03/10/11

MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
140 East 39th Street
New York, NY 10016

Tel: (212) 687-8115 . Fax: (212) 687-8248

N°656/MPG/NY/asd/2011

New York 10/03/11

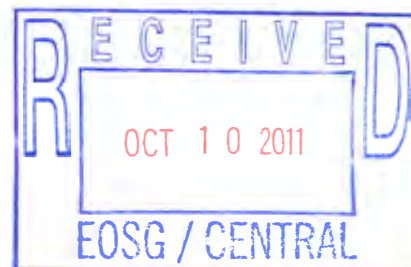
Note verbale

La Mission permanente de la République de Guinée auprès des Nations Unies à New York présente ses compliments au Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, pour information, copie du discours de politique générale adressé à la Nation par Son Excellence Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, Chef de l'Etat, à l'occasion de la Fête nationale du 2 octobre qui correspond au 53^{ème} anniversaire de l'indépendance de la Guinée.

La Mission permanente voudrait également, Par la même occasion, transmettre en annexe une Déclaration du gouvernement guinéen suite au rapport d'Amnistie international relatif aux événements survenus à Conakry le 27 septembre 2011.

La Mission permanente de la République de Guinée auprès des Nations Unies à New York saisit cette occasion pour renouveler au Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les assurances de sa haute considération.

Cabinet du Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies
NL-03018



excl 12/001



2 OCTOBRE 2011, 53^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA GUINEE

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT**

Guinéennes, Guinéens,

Le 2 octobre 1958, notre pays a accédé à l'indépendance nationale et à la souveraineté internationale. Cette date, marquée d'une pierre blanche dans l'histoire des peuples d'Afrique, a conféré à la Guinée un rayonnement et suscité beaucoup d'espoir de par le monde.

La mobilisation et la détermination de nos devanciers ont permis à notre pays de recouvrer sa liberté et la pleine maîtrise de son destin. Pour cela, cette commémoration doit retrouver son caractère exceptionnel.

53 ans après, en m'adressant à vous, je voudrais commencer par évoquer la mémoire des Guinéennes, Guinéens, célèbres et anonymes, qui ont lutté pour la liberté de notre pays.

Cette fête de l'indépendance se déroule au cours d'une année décisive pour la Guinée :

Une année d'efforts et de sacrifices ;

Une année d'espérance.

En effet, le changement longtemps et maintes fois souhaité, a été légitimé par le vote démocratique du peuple souverain de Guinée.

Guinéennes, Guinéens,

Dès mon investiture, j'ai partagé avec vous l'immensité et la complexité des difficultés dans lesquelles était englué notre pays ; difficultés liées à l'anéantissement fonctionnel de l'Etat, à la mal gouvernance économique et à la fragilisation du tissu social.

Dans un contexte aussi difficile s'imposaient néanmoins des urgences vitales avant la projection et la réalisation de toute action à moyen et long termes. Il nous fallait d'abord faire l'état des lieux afin de mieux cerner les problèmes à résoudre.

Il ressort de cet état des lieux une situation **catastrophique des finances publiques** :

-La Banque Centrale était en quasi faillite ;

- En un an la masse monétaire avait doublé;
- L'inflation était à 21% et notre monnaie avait perdu 25% de sa valeur ;
- Nos réserves en devises ne couvraient que 15 jours de nos besoins d'importation.
- Le poids exorbitant de la dette, tant intérieure qu'extérieure, pèse lourdement et cet endettement s'explique entre autre par la multiplication anarchique des contrats de gré à gré du passé.
- Nous n'avions, d'autre part, plus de relations avec les institutions financières internationales.

Au niveau de la sécurité, la désorganisation et la confusion des rôles entre les Forces armées, la Police et la Gendarmerie avaient fait de nos villes des lieux où les militaires et leurs équipements se trouvaient à chaque carrefour, générant ainsi l'insécurité et les tracasseries inutiles.

Dans le système judiciaire, le mauvais fonctionnement des cours et des tribunaux a fini par créer la méfiance des justiciables guinéens et la fuite des investisseurs étrangers.

Le secteur minier, pilier de notre croissance économique, était sinistré par la profusion irresponsable des permis et autres conventions signés au mépris des intérêts nationaux et au profit égoïste d'une minorité.

A tous ces défis, il faut aussi noter l'absence chronique de notre pays sur les scènes régionale, africaine et mondiale.

Face à ce constat accablant, le gouvernement a dû prendre les mesures de réformes structurelles qui s'imposaient :

- L'établissement du principe d'unicité de caisse, pour mettre fin à la gabegie et au détournement des deniers **publics**.
- Le rétablissement d'une relation saine entre la Banque centrale et le Trésor public : aucune dépense n'a été réalisée sans encaissement préalable de recettes équivalentes.
- La gestion du budget de l'Etat sur base caisse.
- Le redressement de notre monnaie nationale, qui se traduit déjà par l'amélioration du taux de change.
- La Banque Centrale a repris son rôle de fournisseur de devises aux banques primaires en organisant, régulièrement, le marché des devises inter bancaires. Ce qui n'était plus le cas depuis trois ans.

Tous ces efforts fournis ont permis d'obtenir des accords et d'avoir les appuis financiers de nos bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux.

Guinéennes, Guinéens,

Il reste encore beaucoup à faire dans la lutte contre la corruption et l'impunité, c'est pourquoi nous allons prendre des mesures rigoureuses pour la bonne gestion des finances et des marchés publics. Les audits réalisés seront publiés.

Guinéennes, Guinéens,

Seule une gestion rigoureuse de nos ressources et l'application stricte de nos propres règles peuvent sauver notre pays. Les différents secteurs commencent à se rétablir même s'il est vrai que les résultats ne sont pas encore suffisants pour atténuer la grande souffrance de nos populations.

Sachez cependant que les tendances sont bonnes et couvrent plusieurs différents secteurs de l'économie.

La gestion du secteur minier a toujours symbolisé le paradoxe d'une Guinée « terre de richesses et de population pauvre ». C'est pourquoi, en septembre 2011, nous avons adopté un nouveau code minier, qui préserve les intérêts financiers et environnementaux de la Guinée tout en encourageant et en garantissant les investissements étrangers. Ceci est un pas important vers la croissance et l'émergence économique.

Désormais, dans un souci de responsabilité historique, l'exploitation des ressources minières ne se fera plus au détriment de l'Etat, ni en compromettant l'héritage de nos générations futures. Nous assurerons également la stabilité et la rentabilité des investissements de nos partenaires sur le long terme.

- **Sur le plan de l'énergie**, alors qu'il a fallu plus de 40 ans pour construire le barrage de Garafiri, nous pouvons vous annoncer que la construction du barrage hydroélectrique de Kaléta commencera en décembre 2011. Ce barrage d'une capacité de 240 Mégawatts sera en partie financé par la Guinée à hauteur de 110 millions de dollars, soit 25% du coût total. Toujours sur fonds propres guinéens, nous avons lancé les études des mini-barrages de Zégbéla à Macenta, Mongo II à Labé, Kobédou à Kérouané qui seront construits sur financement du budget national.
- Les discussions pour le lancement de la réalisation du barrage de Fouta sont également en cours.

En attendant la réalisation de ces infrastructures, le Gouvernement travaille à renforcer le parc thermique de production d'électricité tout en réhabilitant le système de transport et de distribution dans notre pays. D'ici le début de l'année 2012, il y aura une forte amélioration de la desserte en électricité au niveau de Conakry.

- **Dans le secteur des transports**, nous allons lancer incessamment un appel d'offres pour la construction du Chemin de fer Conakry-Kankan-Kérouané ainsi que pour le Chemin de fer du transguinéen Simandou-Port de Matakang.

- **D'autres chantiers sont en cours de réalisation :**

La construction des ports en eau profonde de Matakang et de Benty ;

L'agrandissement du port minéralier de Kamsar couplé d'un port autonome ;

L'agrandissement du port autonome de Conakry, et la construction en cours du deuxième port container, qui sera relié par voie ferrée au port sec de Kagbelen

Un schéma directeur pour la ville de Conakry est en cours d'élaboration. L'objectif est de transformer et d'agrandir la ville de Conakry notamment par la transformation d'une partie de la mangrove en terrain viabilisé.

Pour l'amélioration du transport en commun de la ville de Conakry, nous avons commandé des bus et sommes en négociations, avec un partenaire stratégique, la **RATP, Régie Autonome des Transports Parisiens**, pour assurer une meilleure desserte et une meilleure gestion.

Pour les secteurs de l'eau et de l'électricité, nous négocions avec des partenaires techniques pour améliorer ces services.

Guinéennes, Guinéens,

Je reste convaincu que la Guinée est également un scandale agricole. C'est pour cela, qu'au-delà de l'urgence, je veillerais à ce que le monde paysan, à travers ses organisations, soit associé à la définition d'une nouvelle politique agricole. Cette année, le budget de l'agriculture est déjà passé de 2 à 20% du budget national.

Beaucoup d'efforts ont été fournis mais ce qui reste à faire est encore plus important. J'aimerais partager ma conviction avec vous : si nous le voulons, la Guinée, avec ses 6 millions d'hectares de terres cultivables, avec le courage et la détermination de ses paysans et paysannes, peut non seulement atteindre l'autosuffisance alimentaire mais aussi devenir un des greniers du monde.

La nature nous en donne les atouts, c'est à nous d'en avoir l'ambition et le courage.

Guinéennes, Guinéens,

Les services sociaux de base, éducation, santé, eau potable et assainissement restent pour moi une préoccupation importante. En effet, ces services favorisent la sécurisation et l'amélioration des ressources humaines de notre pays et offrent aux hommes et aux femmes de notre pays les fondamentaux d'une vie digne et heureuse.

- L'éducation est le seul moyen de préparer l'avenir et pérenniser une société grâce à l'effort de tous les acteurs :

Les parents d'élèves ;
Les élèves et étudiants ;
Les enseignants ;
Les collectivités locales et l'Etat ;

- Le talon d'Achille de notre système éducatif a toujours été l'enseignement professionnel. C'est pourquoi nous avons de sérieux efforts à fournir dans ce domaine. Pour mieux répondre aux besoins de ce secteur et assurer l'adéquation formation-emploi, nous avons associé au ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, celui de l'Emploi.
- Un nouveau maillage administratif favorisera un meilleur suivi du partenariat public-privé notamment la collaboration entre les écoles, les entreprises et les sociétés minières.
- Dans quelques mois, 4 nouvelles écoles régionales des arts et métiers dispenseront aux jeunes les formations indispensables à leurs insertions socioprofessionnelles. Ces nouvelles mesures ont rendu l'enseignement technique et professionnel plus attractif pour de nombreux élèves et parents. Cette année nous avons observé une hausse de plus de 40% des demandes d'inscription aux examens et concours d'entrée au niveau de l'enseignement pré-universitaire.
- Dans le domaine de l'enseignement pré-universitaire, un certain nombre d'infrastructures scolaires a été réalisé pour la rentrée scolaire 2011-2012 : ce sont notamment :
 - 93 écoles pour les préfectures de Boffa, Boké, Labé, Faranah et Kankan
 - 50 écoles pour la région de Nzérékoré
 - 90 salles de classe pour les régions de Kindia et Boké
 - 50 écoles primaires et secondaires dans la région de Mamou et Boké
 - La rénovation de latrines dans les grands établissements de la capitale

En plus de ces réalisations, l'Etat accompagne ses enseignants, sur le plan pédagogique par : La mise à disposition de 12.000 jeux de programmes d'enseignement élémentaire. L'Etat a doté les services déconcentrés de 40 véhicules neufs pour renforcer la mobilité et le contrôle du système éducatif.

Par ailleurs, il a été organisé l'inspection systématique de 607 écoles et établissements privés de la ville de Conakry. Les résultats seront diffusés pour améliorer la qualité des enseignements et garantir le respect des programmes nationaux.

D'autre part, des mesures importantes ont été prises pour assurer le sérieux et l'intégrité dans l'organisation des examens nationaux.

Les résultats du Baccalauréat, ainsi que tous les examens nationaux de l'année 2011, doivent nous interpeller. Car ne nous trompons pas, sans une jeunesse bien éduquée et mieux formée, il est impossible d'assumer nos objectifs de développement économique et social.

Il faut permettre à notre jeunesse d'avoir l'éducation et la formation à même de lui permettre de se hisser à la hauteur des défis du présent et du futur.

S'agissant de **l'Enseignement Supérieur** et la recherche scientifique, nous pouvons énumérer quelques innovations dont l'évaluation de la mise en œuvre du système LMD dans les institutions d'enseignement supérieur, qui la plupart du temps n'ont ni l'équipement, ni le corps enseignants pour administrer le système à la satisfaction des étudiants.

Nous devons organiser notre système d'enseignement supérieur autour de 5 grands pôles :

Conakry
Boké
Labé,
Nzérékoré
Kankan

La recherche scientifique doit s'adapter aux besoins de notre économie et avoir un lien avec le monde de l'entreprise. Nous devons être capables de répondre aux besoins des producteurs de notre pays.

La santé pour tous, surtout pour les plus vulnérables, est un objectif qui doit mobiliser tous les intervenants du système de santé. La gratuité de certains soins (césarienne, accouchement) doit être absolument garantie sans altérer la qualité des prestations. Les centres de santé en milieu rural doivent être approvisionnés en produits pharmaceutiques et en personnel qualifié et motivé afin de mettre fin au drame que vivent nos populations enclavées.

En plus des efforts en milieu urbain, nous allons entreprendre des initiatives pour favoriser l'accès à l'eau potable aux populations rurales à travers la réalisation de forages et d'adduction par captage de source.

Guinéennes, Guinéens,

Les Etats généraux de la justice ont permis de définir la vision d'une nouvelle gouvernance judiciaire pour renforcer l'Etat de droit et soutenir le développement économique.

En effet, la transparence et l'équité, le respect des règles et des procédures, sont des facteurs indispensables à l'édification d'un Etat de droit. L'indépendance de la justice doit être garantie. Les Cours et Tribunaux seront dotés d'infrastructures adéquates. Bientôt, il sera créé **le Conseil Supérieur de la Magistrature**.

Egalement, il sera engagé la réforme de la Chambre constitutionnelle et de la Chambre des comptes pour leurs consolidations en Cours indépendants, dotés d'une véritable autorité. Je tiens à la réforme de la carte judiciaire pour rapprocher la justice des justiciables et affirmer l'option décentralisée de l'organisation de notre Etat.

Guinéennes, Guinéens,

La réforme des Forces de défense et de sécurité lancée avec l'assistance de la communauté internationale est un chantier prioritaire. Au cœur de cette réforme se trouve la gestion des ressources humaines (leur recrutement, leur formation et leur qualification).

Nous avons déjà entrepris le recensement biométrique au niveau des forces de défense et de sécurité pour avoir une connaissance réelle du nombre et de la qualité des hommes qui servent sous le drapeau de notre pays. Cette réforme se fera dans un souci d'efficacité mais aussi en tenant compte des mesures d'accompagnement indispensables.

Notre armée, également, doit jouer son rôle dans le processus de développement socioéconomique de notre pays. Le Bataillon du Génie Militaire, mieux équipé est déjà sur plusieurs chantiers. Le choix d'une armée au service du développement est un des fondements de notre doctrine de défense. Par ailleurs, la réforme et l'adaptation des différents corps de notre armée se fera en ayant comme référence la mission constitutionnelle de l'armée guinéenne, à savoir la défense de l'intégrité du territoire et la protection des institutions républicaines.

Cette armée républicaine et de développement sera un élément actif pour la renaissance économique et politique de notre pays. Ces réformes doivent maintenir la capacité opérationnelle et la force de frappe de nos troupes. Aussi nous avons doté l'armée d'un avion cargo de transport afin de permettre les entraînements de sauts de parachute interrompus depuis 1995.

Nous avons également intensifié les programmes de formation des sous-officiers et officiers dans les meilleures académies d'Afrique et du monde avec l'aide de nos partenaires. L'effort d'équipement dans tous les domaines sera poursuivi.

Nous avons d'ores et déjà délocalisé toutes les armes collectives à l'intérieur du pays et procédé à la démilitarisation de la ville de Conakry. Désormais c'est la Gendarmerie et la Police qui assurent le maintien d'ordre.

Tous les barrages ont été levés, ce qui a eu pour corollaire la multiplication du trafic illicite et la réexportation frauduleuse du carburant et des denrées alimentaires.

Pour remédier à ces méfaits, nos Gendarmes seront dotés dès ce mois d'octobre de motos performantes avec tous les équipements de communication nécessaires pour sillonner l'ensemble du territoire

La Police et la Gendarmerie dont les reformes sont également en cours doivent développer leur capacité pour assumer leurs missions classiques (sécurité publique, maintien d'ordre, auxiliaire de justice), mais également développer des compétences spécifiques pour contrer les nouvelles menaces telles que le trafic de drogue, la criminalité transfrontalière, la délinquance économique et financière. Il en sera de même pour les services de la Douane et du Port pour plus de transparence.

Guinéennes, Guinéens,

L'avènement de la démocratie dans notre pays a permis son retour dans la communauté internationale. La voie de la Guinée est entendue de nouveau dans les instances sous régionale, régionale et internationale. Pour construire une nation forte, il faut accepter de se confronter aux débats et enjeux de l'époque, avec les autres nations et les institutions dans lesquelles elles se regroupent. Ceci est une des missions régaliennes du Président de la République.

Je l'assume pour la défense des idéaux panafricains, des idéaux de paix et de solidarité entre les peuples.

A cette époque de mondialisation, les relations internationales ont un volet économique déterminant, c'est pour cela que notre diplomatie doit se hisser à la hauteur de nos ambitions économique et politique. Elle doit veiller et garantir la présence et la participation de la Guinée partout où cela est nécessaire. Elle doit également développer des capacités pour promouvoir la protection, l'épanouissement et l'intégration au développement national de nos compatriotes vivants à l'Etranger.

Guinéennes, Guinéens,

Beaucoup de chantiers ont été ouverts cette année. Ces initiatives, je les dois à votre esprit de sacrifice, à votre patience et à votre patriotisme.

Les difficultés que vous traversez tous les jours, liées au manque d'électricité, aux problèmes de transport, à la cherté des produits de première nécessité ; ces difficultés-là ne doivent pas vous empêcher pas de retrousser les manches et soutenir ces actions.

L'Angleterre était sur le point de perdre la guerre contre Hitler à cause de dirigeants incompetents lorsque l'on a fait appel à Winston Churchill, qui a eu le courage aussitôt de dire au peuple anglais : **« je ne vous promets que du sang et des larmes mais la victoire sera au bout. »**

Cela a permis à l'Angleterre et aux alliés de vaincre Hitler.

Peuple de Guinée, nous aurons encore quelques mois difficiles durant lesquels nous devrions nous serrer la ceinture et accepter des sacrifices.

Le bonheur et la prospérité sont à ce prix.

Guinéennes, Guinéens,

Rien n'est possible, absolument rien sans la paix, sans l'unité et sans la concorde nationale.

Comme je l'ai dit à la tribune des Nations Unies lors de la 66^{ème} Assemblée générale de cette organisation, la réconciliation nationale est la clé de voûte de mon programme de société. Les ressentiments, les douleurs, les méfiances et les divisions ont été accumulés depuis 1958. Mais nous devons avoir le courage de revisiter notre passé ensemble,

Revisiter avec les yeux de la vérité et avec le cœur de la tolérance.

C'est pourquoi, j'ai mis en place une Commission provisoire de réflexion pour la réconciliation nationale, commission co-présidée par le Grand Imam de la Mosquée Fayçal et l'Archevêque de Conakry.

J'exhorte toutes les Guinéennes et tous les Guinéens, toutes catégories socioprofessionnelles confondues, toutes sensibilités politiques prises en compte, d'accompagner et de participer au processus lancé par nos deux vénérables religieux le 28 septembre 2011.

J'ai longuement écouté sur ce sujet, j'ai consulté un grand nombre. Ma conviction est faite qu'il faut que nous ayons le courage d'inventer notre propre démarche, avec l'aide et en tenant compte de l'expérience de nos partenaires.

Nous devons apprendre à regarder le passé avec la mémoire du futur. Le pardon et la vérité sont les pieds de la justice.

Guinéennes, Guinéens,

Le 27 septembre dernier, des manifestations ont eu lieu à deux endroits de la Ville de Conakry. Ces manifestations malheureusement ont causé deux pertes en vie humaine : deux jeunes à la fleur de l'âge.

Je présente, en mon nom personnel, au nom du Gouvernement et du Peuple de Guinée, mes sincères condoléances aux familles éplorées. Aux blessés, je souhaite prompt rétablissement, aux familles éplorées, la paix du cœur.

Je convie les Forces de l'ordre à conserver l'attitude qui a été la leur pendant ces événements. Aux partis politiques et à leurs militants, je renouvelle l'offre de dialogue.

J'ai donné des instructions au Gouvernement et un processus a été amorcé le 26 septembre dernier.

Aucun obstacle n'est insurmontable, aucune divergence ne peut résister devant notre attachement commun à la liberté et au respect des lois.

L'organisation des élections législatives transparentes et inclusives est le point d'orgue de notre retour définitif à l'ordre constitutionnel par la mise en place d'institutions démocratiques fortes et pérennes.

Je souhaite, en tant que garant du respect de la constitution, que tous les partis politiques participent à cette élection et que tous les électeurs aient la possibilité de voter. La transparence et la crédibilité de cette élection est un gage supplémentaire pour notre pays tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

Guinéennes, Guinéens,

Nous devons réapprendre à fêter dignement notre indépendance et faire de cette occasion un moment d'ouverture et de clôture des nombreux chantiers qui nous attendent.

Je souhaiterais que la prochaine fête nationale du 2 octobre se tienne dans une ville de l'intérieur du pays et que sa commémoration soit désormais tournante.

Guinéennes, Guinéens, Peuple de Guinée,

Je voudrais lancer un appel à tous les Guinéens de l'Intérieur comme de l'Extérieur, quel que soit leur origine ou appartenance politique, de faire de ce mandat, un temps de construction et de réconciliation.

Les fruits de la démocratie doivent nous profiter à tous, et sur tous les plans.
Il est important que chacun, à sa place et dans son rôle, contribue pour l'émergence d'une Guinée libre, prospère et unie.

Je voudrais encore une fois, avec vous, avoir une pensée pour tous ceux qui ne sont plus parmi nous et qui ont joué un rôle déterminant dans l'édification difficile de notre nation.

Que Dieu bénisse la Guinée.

Transmis par le Bureau de Presse de la Présidence

Contact : 64-87-96-59

68181557

67-80-00-35

moussa.cisse@presidence.gov.gn

aboumaco2000@yahoo.fr

abdoulaye.sankara@presidence.gov.gn



**Déclaration du gouvernement guinéen suite au rapport
d'Amnesty International relatif aux événements du 27 Septembre
2011**

C'est avec regret que nous prenons connaissance de votre rapport relatif aux événements du 27 septembre dernier survenus sur l'axe de la route "Le Prince" à Conakry, République de Guinée. En effet, les conclusions de ce rapport, qui affirme de façon péremptoire que « le président Alpha Condé a recours aux mêmes méthodes brutales que ses prédécesseurs », sont injustes et infondées dans la mesure où elles s'appuient sur des informations totalement erronées.

Votre version des faits retient entre autres que :

1. Trois manifestants auraient été tués « ... au cours d'affrontements entre la police et des manifestants lors d'un rassemblement de l'opposition »
2. « des manifestants qui se rendaient dans un stade ont été brutalement stoppés par des policiers qui ont utilisé des balles réelles »
3. « il semble que les forces de police n'aient reçu aucun ordre visant à limiter leur recours à la force »

S'agissant du point 1 :

Deux décès peuvent être formellement enregistrés comme étant liés à la manifestation du 27 septembre. Ces décès sont consécutifs à des

blessures à l'arme blanche et l'une au moins des victimes a été tuée lors d'affrontements entre jeunes manifestants. Ces faits ont été rapportés par la famille même de ladite victime et le témoignage y relatif est vérifiable. Un troisième corps portant une blessure par balle a effectivement été déposé par des inconnus à la morgue de l'hôpital Donka le 27 septembre dans l'après-midi. L'expertise et les enquêtes en cours détermineront les circonstances du décès.

Il aurait suffi à votre ONG de s'adresser aux services hospitaliers compétents pour avoir ces informations.

Nous vous informons que le soir même des événements une information judiciaire a été ouverte pour ces décès.

Sur le point 2 :

Les seuls équipements dont étaient dotées les forces de Police et de Gendarmerie étaient ceux conventionnellement requis pour le maintien de l'ordre à l'exclusion de toute arme à feu. Il est donc totalement erroné d'affirmer que des policiers ont utilisé des balles réelles.

Comme vous le savez, tous les militaires étaient consignés au camp et il leur avait été interdit d'être en dehors de ces camps que ce soit en uniforme ou en civil.

C'est suite à l'érection des barricades pour empêcher la circulation puis aux jets de pierres sur les policiers, gendarmes et population riveraines que la Police et la Gendarmerie sont intervenues pour rétablir l'ordre.

Plusieurs missions diplomatiques occidentales qui avaient des agents présents sur le terrain ont eu à reconnaître le professionnalisme des gendarmes et des policiers et ont constaté les dommages occasionnés.

Il est important de rappeler que bien que les formalités administratives relatives à l'organisation de cette marche n'aient pas été respectées,

les autorités en charge du **maintien** de l'ordre ont pris toutes les dispositions pour éviter les débordements.

Il est d'ailleurs étonnant qu'Amnesty International déclare que les manifestants se rendaient « dans un stade » alors même que la lettre informative signée par un des organisateurs de la marche, n'en fait pas état. Lettre informative qui, par ailleurs, ne mentionne aucune des données requises par la réglementation en vigueur pour l'encadrement sécuritaire.

Sur le point 3 :

Il nous paraît surprenant pour une ONG de votre réputation d'insinuer que les autorités en charge du maintien de l'ordre aient pu favoriser un usage disproportionné de la force sans même avoir pris attache avec les services concernés.

Nous vous informons que, mis à part les décès, le bilan de cette manifestation est de :

- 24 gendarmes et 4 policiers blessés, dont plusieurs cas graves
- Une gendarmerie saccagée et des armes emportées
- Plusieurs véhicules et édifices endommagés

Malgré cette extrême violence préméditée des manifestants, les personnes interpellées y compris les mineurs, pour trouble à l'ordre public suivi de vandalisme, l'ont été dans les conditions définies par la Loi. Aucune de ces personnes n'a subi le moindre sévice.

Nous vous informons par ailleurs que tous les mineurs de 13 ans arrêtés ont été libérés et que ceux entre 15 et 17 ans ont également été libérés après avoir été prévenus qu'étant pleinement conscients de leurs actes, ils subiraient les rigueurs de la Loi en cas de récidive.

Enfin, nous avons noté avec consternation que votre rapport procède à un amalgame malsain entre les événements douloureux du 28 septembre 2009 et ceux qui viennent de survenir.

Vous comprendrez donc qu'il y a lieu de s'interroger sur votre narration et interprétation de ces événements.

Au moment où la communauté internationale associe ses efforts à ceux du gouvernement guinéen pour la consolidation de la Paix, le renforcement de la démocratie et de l'unité nationale, il serait souhaitable qu'Amnesty International prenne la pleine mesure de ses responsabilités dans cette phase de construction de la démocratie guinéenne.

Les autorités guinéennes ont beaucoup de respect pour Amnesty International. Nous souhaitons qu'à l'avenir, cette institution vérifie mieux les faits avant de faire des déclarations et l'invitons à venir sur place effectuer ses enquêtes.

**Le Ministre de la Communication
Porte-parole du Gouvernement
Dirus Dialé Doré**

Transmis par le Bureau de Presse de la Présidence

Contact : 64-87-96-59

68181557

67-80-00-35

moussa.cisse@presidence.gov.gn

aboumaco2000@yahoo.fr

abdoulaye.sankara@presidence.gov.gn